



Mu Kara Sani N° 038, Décembre 2023

© Décembre 2023. Tous droits réservés

ISSN 0257-1838



0257-1838

Composition : IRSH

Tél : +227 20725808



REVUE

De l'Institut de Recherches en
Sciences Humaines-IRSH



Mu kara sani

— N° 038 —



N° 038

DECEMBRE 2023

Mu kara sani

N° 038

Mu Kara Sani, 2023. N° 038
Université Abdou Moumouni de Niamey
Institut de Recherches en Sciences Humaines - IRSH
BP : 318 Niamey-Niger
Email : mukarasani@gmail.com
© Décembre 2023. **Tous droits réservés**
ISSN 0257-1838



0257-1838

Composition : IRSH
Tél : +227 20725808

Université Abdou Moumouni de Niamey
Revue de l'Institut de Recherches en Sciences Humaines
Mu Kara Sani

Directeur de publication

Pr Seyni Moumouni
IRSH/Université Abdou Mou-
mouni de Niamey/Niger

Responsable de la Rédaction

Dr Hamadou Issaka

Comité de Lecture

Halidou Yacouba
FLSH/Université Abdou
Moumouni (Niger)

Alain Joseph Sissao
Université de Ouagadougou/
Burkina Faso

Zeinabou Abdou Hassane
FSJP/Université Abdou
Moumouni (Niger)

Seyni Moumouni
IRSH/Université Abdou
Moumouni (Niger)

Abdoulaye Seyni Ibrahim
IRSH/Université Abdou
Moumouni (Niger)

Boureima Alpha Gado
FLSH/Université Abdou
Moumouni (Niger)

Waziri Mato

FLSH/Université Abdou
Moumouni (Niger)

Abdoulaye Hotto
FLSH/Université Abdou
Moumouni de Niamey-Niger

HAMIDOU TALIBI Moussa
FLSH/Université Abdou
Moumouni de Niamey-Niger

Comité de Rédaction

Dr Hamadou Issaka
Pr Abdou Bontianti
Pr Seyni Moumouni

Edition

M. Seydou Abdouramane

Vente

Mme Fati Ousmane

Reprographie

M. Issa Halidou Sidde

Correspondants

Pr Abdou Bontianti, Pr Seyni
Moumouni (Directeurs de
recherche)

IRSH/Université Abdou
Moumouni de Niamey/Niger

Comité Scientifique

Pr Maïkoréma Zakari (Histoire)

Pr Oumarou Amadou Idé
(Directeur de recherche
Préhistoire/Archéologie)

Pr Seyni Moumouni (Directeur
de recherche, Islamologie /
Codicologie)

Pr Abdou Bontianti (Directeur de
recherche, Géographie)

Pr Youssou Mounkaila (Maitre
de recherche, Linguistique)

Dr Moulaye Hassane (Maitre
de recherche Islamologie,
Manuscrits Arabe et Ajami)

Dr Hamadou Issaka (Maitre de
Recherche, Géographie)

Sommaire

Le rôle de la culture dans la lutte pour la libération chez Cabal.....7-22

Sarr OUSMANE

L'écriture autoréférentielle dans noces sacrilèges de la treizième lune d'ayayi togoata apedo-amah.....23-42

Didier AMELA et Kofi Parfait AMOUZOU

La crise identitaire et le devenir de l'individu chez sami tchak et taha-har ben jelloun : une lecture de la fête des masques et de l'enfant de sable.....43-63

Kpatimbi TYR et Kodjo Dométo ALODJI

L'imagination mythique pour une préservation de la nature.....64-83

Sidi Ousmane GANDOU Fatchima épouse MAIGA

Cité-Etat dans le monde yoruba occidental (en pays shabe) : mythe ou réalité ?.....84-101

Simon AGANI

Le terrorisme des médias et les médias du terrorisme.....102-124

KOIRANGA HAMA Abdourahamane

L'inclusion des citoyens dans la gouvernance sécuritaire au Niger : une approche partenariale de la sécurité.....125-145

NAMATA ISSA Abdoul Kader

Que peut la philosophie dans la formation d'une armée républicaine chez Platon ?.....146-163

YACOUBA Halidou

La radio et son public au Niger : cas de la personne âgée.....164-181

ABDOULAYE SEYNI Ibrahim et ZANGAOU Moussa

Le traitement de l'information sécuritaires de la région du Liptako-Gouma par les médias audiovisuels internationaux : cas de la chaîne France 24 Africanews et Euronews.....182-199

AMADOU LIMAN Boukari

Marcien towa et le développement de l'Afrique.....200-212

FALL Papa Abdou

Le paradigme de peuple dans la démocratie.....213-232

ALIKHMAD Madalo

Le terrorisme des médias et les médias du terrorisme

Media terrorism and the media of terrorism

*KOIRANGA HAMA Abdourahamane
Université de Niamey/Niger
Département de Philosophie, Culture et
Communication.*

Résumé

Les medias, la presse en ligne sont, dans le nouveau monde, devenus l'oxygène du terrorisme et le terrorisme, le « bien aimé » des medias en quête d'audience. Le rapport entre medias et terrorisme est un rapport de publicité : le terrorisme cherche l'extension de ses actes ; les medias, la quête du plus grand nombre des spectateurs et d'audience. C'est ainsi que dans ce rapport de dépendance, la violence politique et médiatique se conjugue aux premiers aspects de l'action terroriste et médiatique. Cet article montre comment les medias jouent sans le savoir souvent, un rôle central dans la stratégie terroriste. Les medias, en donnant une attention extrême aux actes terroristes et ou violence politique, non seulement fragilisent la lutte contre le terrorisme mais aussi, propage la terreur et donne une existence publique aux forces du mal.

Mots-clés : Media, terroriste, terrorisme, violence politique, violence médiatique

Abstract

The media, the online press has, in the new world, become the oxygen of terrorism and terrorism, the “beloved” of the media in search of an audience. The relationship between media and terrorism is a relationship of publicity: terrorism seeks the extension of its acts; the media, the quest for the greatest number of spectators and audience. This is how, in this relationship of dependence, political and media violence combine with the first aspects of terrorist and media action. This article shows how the media play, often unknowingly, a central role in terrorist strategy. The media, by giving extreme attention to terrorist acts and/or political violence, not only weakens the fight against terrorism but also spreads terror and gives a public existence to the forces of evil.

Keywords: Media, terrorist, terrorism, political violence, media violence

Introduction

Les experts en matière de terrorisme et antiterrorisme et de contre-terrorisme redoutaient depuis longtemps un développement ahurissant et spectaculaire du terrorisme international sur le sol américain et européen sinon, mondial au regard des certaines radicalisation arabo-musulmane du fait des certaines provocations et attaques religieuses. Les organisations et groupes considérés comme terroriste se sont méticuleusement développé avant même le premier attentat contre la world Trade Center en 1993. Le tristement célèbre Ramzi Yousef, et certains de ses amis avaient projeté, dès 1995, le détournement simultané des plusieurs avions de lignes américaines. Cependant, très peu des américains étaient préparés à des telles situations mais, quelques-uns y étaient. William Cohen, alors secrétaire à la défense, avait fait savoir en 1999 qu'il existe un très réel danger que des armes de destruction massive tombent entre les mains d'individus et ou des groupes indépendants à vocation terroriste. Ces prophètes de l'apocalypse, menacent au-delà des Etats-Unis, le monde entier. Malheureusement face à cette alerte aussi réelle que lourde les médias par négligence professionnelle n'ont pu ou n'ont voulu faire une analyse digne et ont laissé cette alerte passer sous silence. Ignorance ou indifférence ?

Pourtant, les medias, dans un monde endeuillé par des actes terroristes, pouvaient jouer un rôle centrale contre l'apocalypse et c'est pourquoi l'on est tenu de croire qu'il existe un rapport étroit entre groupe de presse, groupe de medias et ou presse on line et groupe terroriste. Ce rapport, pour tout esprit averti existe autant d'années qu'existe les groupes de media et groupe terroriste. Quels enjeux existent-ils entre les médias et le terrorisme ? Quel rôle jouent ou peuvent jouer les médias dans cette campagne médiatique de communication ? Le terrorisme se sert-il des medias ou ce sont les medias qui se servent du terrorisme ?

1. Du rôle central des médias dans le terrorisme et le contre-terrorisme

La campagne électorale ayant opposé la démocrate Hillary Clinton au républicain Rick Lazio pour l'élection au poste de Sénateur de New York a été l'une de plus farouche campagne électorale médiatique. La démocrate étant accusée par le camp adverse d'être soutenu à travers un fond collecté par un groupe extrémiste à la hauteur de 50.000 dollars, groupe considéré comme celui qui a non seulement participé à l'attentat du 20 Septembre 2000 contre le destroyer américain mais, aussi, celui qui, en plein centre du quartier protégé de Londres, le siège du service de renseignement Britannique, le MI6, a lancé une roquette. Peur de perdre une partie de son électorat face aux accusation des républicains, Hillary Clinton s'est obligée à son tour par un spot télévisé qui montrait le navire et sa coque éventrée, tandis que résonnait la sonnerie aux morts et qu'une voix off commentait : « *Dix-sept jeunes militaires américains servant à bord de l'USS Cole tués dans un lâche attentat terroriste. Il est déplorable de voir Rick Lazio tenter d'exploiter cette tragédie...* » (N. Brigitte, 2005, p 14). Mais, son équipe de campagne soutient qu'Hillary Clinton soutient cet acte abject d'une autre nature.

En effet, le désaccord entre Clinton et Lazio à propos d'un éventuel soutien au terrorisme islamique était en fait sans objet. Ces violents échanges au cours de cette campagne beaucoup médiatisée a servi dirait-on une cause politique, une tentative de détournement des électeurs au profit de l'un ou de l'autre. Cependant, il convient encore de voir plus loin que proche de cet intérêt. Les auteurs de ces attentats ont reçu un grand exploit, celui d'être diffusé, débattu et commenté tout le temps qu'a duré la campagne électorale.

Sans que terroristes ne participent directement à la campagne médiatique de leurs actions, les candidats en compétition ont, pour conquérir l'électorat, réussi à concentrer l'attention du grand public et des élites politiques sur les horreurs du terrorisme qui pourtant, les prenait pour cible. Comment les auteurs d'un tel horrible attentat ont-ils accueilli les images, visages ensanglantés lors du débat

politique à portée internationale arrachant toute éthique morale ? Assurément, avec joie immense de voir leurs actions susciter l'un des vifs sujets de campagne électorale dans le pays visé. Ce tapage médiatique accompli une campagne de terreur et d'horreur qui profite aux terroristes dans une certaine mesure. Cette séance médiatique marque le début de la propagande terroriste à travers les medias pour le terrorisme mais, sans les terroristes. Cet exploit médiatique d'une autre nature n'a été possible que grâce la détermination des élites politiques américaines à se « liquider » pour des questions électoralistes sans tenir compte des enjeux qui en découlent.

Dans une époque marquée par la fanatique evolution du paysage audiovisuel, il nous paraît important d'examiner et d'expliquer comment la fin de la guerre froide peut avoir influencée le terrorisme contemporain et les menaces qu'il fait peser sue l'avenir. N'est-ce pas finalement urgent de jeter un regard neuf sur la violence politique en tant que moyen de diffusion de messages radicaux, alors que la menace terroriste est aussi lourde ou peut-être même plus qu'elle ne l'a été par le passé ? L'ancien Secrétaire à la défense américaine, Donald Rumsfeld l'a, semble-t-il compris lorsqu'il s'exprime en ces termes « nous devons développer nos moyens de défense contre les missiles, le terrorisme et les dangers nouveaux qui menacent notre espace national et nos systèmes d'information » (N. Brigitte, 2005, p 19)

Dans son livre le *Nouveau monde*, Lemann écrit :

Je pense que nous devons nous inquiéter, plus que jamais par le passé, de la défense de notre territoire et de la vulnérabilité de notre système à différents types d'agressions. Certaines en provenance de l'intérieur, comme ce fut le à Oklahoma City. D'autres inspirés par des terroristes contre les Etats-Unis, comme ce fut le cas pour l'attentat à l'explosif contre les tours du World Trade Center à New York. Attaque terroriste contre les Etats-Unis, éventuellement et potentiellement avec des armes de destruction massive, armes bactériologiques ou encore gaz asphyxiants, armes biologiques ou

chimiques, voire, un jour, armes nucléaires. Attaques contre nos infrastructures émanant de ce que l'on appelle aujourd'hui le cyberterrorisme. (Lemann, 2001, p 59)

Cette position de Lemann explique qu'une véritable menace pèse sur le sol américain, la plus grande puissance mondiale. C'est donc affirmatif, le monde entier est sous menace, aucun Etat n'est à l'abri de cet obscurantisme. Cependant, il est vrai des Etats se sont depuis très longtemps engagé dans une lutte contre ces forces terroristes : le problème n'est pas là, il est ailleurs, il est médiatique. Dans cette course de récupération d'opinion, le terrorisme gagne par l'intermédiaire des Etats, des masses medias publics et privé, des influenceurs et leaders d'opinions. Ils opèrent une « lutte contre lutte », c'est-à-dire une démarche allant contre soi-même. Ceux qui luttent contribuent à la faillite de la lutte, ils se sont transformé souvent sans le savoir en des véritables relais terroriste. Il est intéressant de noter que dans la liste des « dix fugitifs les plus recherchés » établie par le FBI, figuraient trois terroristes, dont Ousmana Ben Laden, du mouvement terroriste international Al-Qaida, et Eric Robert Rudolph et James Charles Kopp, tous deux criminels à l'échelle nationale. Si Ben Laden était unanimement considéré comme une terroriste, en revanche Rudolph, lui est accusé du plasticage meurtrier d'une clinique de Birmingham en Alabama où étaient pratiqués l'avortement et l'attentat à l'explosif du Centennial Olympic Park d'Atlanta en Géorgie, également meurtrier et Kopp, recherché pour l'assassinat du Docteur Barnet Slepian qui pratiquait aussi l'avortement dans le cadre légal, étaient eux aussi considérés comme criminels. Et pourtant, ni Rudolph, ni Kopp n'étaient des criminels ordinaires : ils étaient des terroristes qui agissaient conformément à la stratégie politique de la faction la plus extrémiste du mouvement contre l'avortement. Dans la stratégie de la communication politique, les actions de Rudolph et de Kopp ont réussi un grand coup sur plusieurs angles : la terreur s'était emparé de tous ceux voulaient pratiquer l'avortement, de tous ceux qui ont voté la loi autorisant l'avortement. Mais, eux, n'avaient à leur disposition pas assez des moyens pour porter haut, au plus haut de la

sphère étatique leur revendication, il faut la participation des medias pour plus d'écho et pour se faire entendre. Pour le cas de Ben Laden, son tapage médiatique, notons-le a plus fait peur que des actions ou certaines de ses actions. Il a eu cette ingéniosité d'impliquer à chaque fois les masses medias qui ont fini par le peindre comme étant le « leader mondial de la terreur », le « concepteur moderne de l'axe du mal » (N. Brigitte, 2005, p 32). Ces qualifications ont fait de lui une icône mondiale, visage toujours dans les écrans téléviseurs et sites internet. Jamais, un homme n'a en si peu de temps eu autant de popularité. Le débat autour de Ben Laden était tellement « vilain » que son seul nom suffit pour terroriser les Etats-Unis et l'Europe. Il a réussi à faire fléchir la première puissance mondiale et installer une psychologie de la peur et de la terreur en frappant de manière coordonnée le cœur de l'Amérique le 11 septembre 2001. A l'aide des medias, des journalistes et chroniqueur et de la *Press on ligne*, tout s'est vu en directe: c'est le tournant paradigmatique du terrorisme international du groupe Al-Qaida qui a fait le plus grand exploit. Par cet exploit, Ousmana Ben Laden acquiert toujours par les medias une grande notoriété au sein des groupes terroristes mais, aussi, la désapprobation des Etats et hommes politiques qui de loin font de lui une icône à combattre. Plusieurs déclarations condamnant l'acte terroriste se sont suivies dans les medias donnant encore plus de visibilité et de portée au mouvement terroriste de Ben Laden. Les medias ont ici joué un rôle éminemment déterminant dans l'accomplissement d'un dessein d'une autre nature car leur volonté d'information, il y a un message clair du terrorisme : « nous avons frappé et vous en parlez et presque partout, même là où, il nous est impossible de parler, on sait se faire écouter et se faire entendre de manière indirecte ». (J. Baud, 2016, p 63)

C'est à croire que le terrorisme profite de chaque bande d'information sur leurs méfaits. L'ex premier ministre britannique Margaret Tatcher n'a pas tort lorsqu'elle déclarait que la publicité était l'oxygène du terrorisme. Aujourd'hui encore, si quelque chose a changé c'est sans doute cet oxygène à propos duquel Margaret nous mettait en garde, oxygène dont le volume ne cesse d'augmenter

au grand profit du terrorisme à visée médiatique. En effet, le boom technique a, aussi à travers les outils de communication comme le téléphone cellulaire a permis la naissance des « informateurs », « journalistes ambulants » et à temps réel. Les medias dans une conquête de large et plus d'audience, offrent aux promoteurs de la violence politique une couverture spectaculaire et pour accompagner ces entreprises, le monde est bascule dans le cyberterrorisme créant ainsi des complices involontaires experts dans la manipulation des masses. Wilkinson a bien eu raison de dire :

Dans une société ouverte, les medias sont engagés dans une compétition féroce pour augmenter leur audience, constamment sous pression pour être le premier à annoncer les nouvelles, pour prodiguer plus de détails et aller plus loin que leur concurrents dans le sensationnel. De ce fait, ils sont pratiquement contraints de se faire l'écho des actions terroristes à visée de propagande, parce que ce sont des informations catastrophiques et sensationnelles (P. Wilkinson, 2001, p.177).

Le lundi 06 Mars 2023, France24 laisse apparaitre sur sa page officielle Facebook, une bande vidéo de 4 minutes et trente seconde résumant le compte rendu d'un entretien fait avec l'Emir d'Al-Qaïda au Maghreb islamique qui répond à 17 questions de Nassim Nasr, spécialiste des mouvements djihadistes à France24. Ce compte rendu de Nassim nous relève que des chaines d'informations aussi larges que France24 peuvent offrir au terrorisme et aux terroristes. Cet entretien confirme bien des soupçons faits contre certains medias à l'image de Radio France International (R.F.I) ; soupçons formulés par le régime malien de transition et celui du Burkina Faso respectivement le 17 mars 2022 et 5 décembre 2022. Ces deux pays accusent ces medias d'être partiaux dans non seulement les traitements des informations mais, aussi de caricaturer et peindre des informations. L'année 1994 au Rwanda nous rappelle encore ce qu'un media dans une forme de manipulation d'information, peut faire. La radio mille-colline par sa bourde entraîna officiellement la mort d'un demi-million des tousus et outis, deux peuples frère du pays.

2. Irruption du terrorisme dans les medias

L'une des plus grandes attaques se produisait le Mardi 11 septembre 2001. Cette attaque terroriste faite de manière coordonnée et organisée, place le terrorisme au centre des medias. En plus des dommages incalculables causés aux biens, aux entreprises, à l'économie américaine voire mondiale avec l'effondrement à New York du symbole de la puissance économique et financière américaine, la destruction partielle du symbole de la puissance militaire des Etats-Unis et symbole de leur influence politique, ces événements ont permis aux terroristes d'acquérir une forte puissance publique-médiatique. Ce cataclysme ouvra ainsi une influence médiatique au terrorisme international et créa la peur et la panique des Etats car, l'on se dira que même la grande puissance mondiale que représente les Etats-Unis n'est pas épargnée. En dehors des quelques personnes informées à travers les téléphones et quelques témoins oculaires travaillant sur les lieux, les américains et les citoyens du monde furent largement informés par la télévision, radio et ou internet et cela de manière directe. En un temps record, les audiences publique des medias on line ont grimpés. Terrorisme médiatique a un objectif, c'est celui de frapper fort pour forcer l'attention des medias. Les observateurs des medias les plus avertis se sont souvent interrogés sur cet insaisissable appétit de la presse pour la violence. Si la violence criminelle, politique et celle terroriste tendent les unes et les autres. Cependant, il est utile de se rappeler et de comprendre que les américains ont servi d'exemple aux terroristes dans la stratégie de manipulation et l'implication des medias dans cette entreprise. Jacques Baud, dans *Terrorisme* nous renvoi entre 1944 et 1945 sur l'implication des américains dans des manipulations avec recours aux journalistes :

Un remarquable professeur américain que j'ai rencontré à Heidelberg exprime l'idée que les autorités militaires des États-Unis, lorsqu'elles sont entrées en Allemagne et ont vu les terribles destructions causées par nos bombardements, ont craint que la connaissance de ces faits provoque une révolusion de l'opinion en Amérique,

et puisse empêcher la mise en œuvre de la politique de Washington pour l'Allemagne, en réveillant la sympathie pour les vaincus et en dévoilant nos crimes de guerre. Ceci, pense-t-il, est la raison pour laquelle une complète flotte d'avions a été utilisée par le général Eisenhower pour amener des journalistes, des parlementaires et des ecclésiastiques voir les camps de concentration ; l'idée étant que la vision des victimes affamées d'Hitler effacerait de leur conscience notre propre culpabilité. Cela a certainement fonctionné ainsi. Aucun journal de grande distribution américain actuel n'a décrit les horreurs de nos bombardements, ou décrit les conditions dans lesquelles les survivants vivent dans des ruines pleines de cadavres. Les Américains ont été abreuvés uniquement par les atrocités allemandes. (J. Baud, 2016, pp.13-14)

Plus récemment, au Moyen-Orient, toute une série de falsifications et d'impostures destinées à influencer le Conseil de sécurité des Nations unies ou le Congrès américain que permettent aux États-Unis d'entrer en guerre en contournant les procédures légales c'est à dire le recours au congrès américain. Oubliées en Occident, mais bien présentes dans la littérature et l'esprit des islamistes pour qui elles constituent une preuve de la mauvaise foi occidentale, elles ont contribué de façon significative à la radicalisation des rapports entre Occident et Islam, y compris en Europe :

- En 1991, la mystification de la mise à sac de la maternité de Koweït City ;
- En 2001, le prétexte du rôle des Taliban dans les attentats du 11 Septembre ;
- En 2003, l'imposture des armes de destruction massive pour attaquer l'Irak ;
- En 2013, l'imposture de l'usage d'armes chimiques pour justifier une intervention contre le régime syrien ;
- En 2014, l'imposture du « *groupe Khorasan* » pour justifier l'intervention américaine contre le régime syrien. Au final, depuis

plus d'un siècle, les États-Unis ne sont jamais entrés dans un conflit majeur sans en avoir créé les conditions au préalable. La méthode est pratiquement toujours la même et comprend trois ingrédients essentiels :

- Un adversaire, présenté comme suffisamment dangereux, irrationnel et impitoyable pour justifier moralement sa destruction par la force, voire la violation du droit international;
- Un incident ou une menace, qui place les États-Unis dans une posture de légitime défense ;
- Une cause consensuelle avec un objectif qui transcende l'usage de la force (démocratie, droit international, droits de l'homme, etc.) et qui culpabilise ceux qui ne seraient pas déterminés à embrasser cette cause (« avec nous ou contre nous »). Le terrorisme bénéficie beaucoup d'assistance de la part des systèmes politiques pour atteindre leurs objectifs.

Comme devait le préciser le Vice-Président américain Richard (Dick) Cheney, lors d'une interview télévisée, en mars 2006 : « Nous n'avons jamais défendu le fait ou l'idée, qu'Oussama Ben Laden ait été impliqué directement d'une manière ou une autre dans le 11 Septembre. La preuve n'en a jamais été présentée ». (J. Baud, 2016, p.78). Selon Seymour Hersh, journaliste américain généralement bien informé sur les questions de renseignements et d'opérations clandestines, Ben Laden avait été arrêté par les autorités pakistanaises, puis placé en résidence surveillée à Abbottābād dès 2006. C'est d'ailleurs à la même époque que la CIA américaine décide la fermeture de la « *Ben Laden Issue Station* » (également connue sous l'appellation d'« *Alec Station* »), l'unité ad hoc créée en janvier 1996 pour traiter les questions liées à Ben Laden, et dirigée par Michael Scheuer. Toujours selon Hersh, l'élimination médiatisée de Ben Laden le 2 mai 2011 n'a été qu'un trompe-l'œil. En fait, les États-Unis savaient que Ben Laden avait été arrêté et l'opération des forces spéciales américaines n'a été qu'une mise en scène en vue de préparer la campagne présidentielle d'Obama, peu de bravoure, peu de courage... la simple exécution d'un homme déjà prisonnier.

3. Rapport : la communication, le terrorisme et l'opinion publique

Certains estiment qu'une communication stratégique et proactive pourrait réduire la capacité des terroristes à mener des opérations réussies et dévastatrices. Les études qui s'inscrivent dans cette logique présument que la couverture accrue des attaques terroristes ne sert qu'à étendre la panique publique et à encourager davantage les activités terroristes à l'échelle mondiale. D'autres mettent plutôt en question la manière dont les médias représentent les attaques. Bref, la littérature sur ce sujet est largement divisée en deux grands axes. Les arguments selon lesquels la communication proactive serait le meilleur moyen de lutter contre le terrorisme se sont fondés sur les attentats du 11 septembre 2001 qui ont changé la façon dont les gouvernements réagissent aux attaques terroristes. Selon Gadarian (2010), par exemple, le 11 septembre aurait brisé la perception de l'invulnérabilité des États-Unis et de sa puissance, ce que les élites politiques américaines ne semblaient pas vouloir afficher en public: Presque du jour au lendemain, le paysage américain est passé de la prospérité, de la sécurité et du pouvoir à celui de la menace, de la peur et de l'incertitude. La menace et la peur ne sont pas simplement des phénomènes psychologiques, elles ont des conséquences politiques selon la façon dont les élites et les médias de masse communiquent avec le public (Gadarian, 2010, p. 469). Pour une bonne partie des citoyens, les médias informent et une autre, ils déforment dans ce qu'ils appellent commentaire des faits.

Information et désinformation sont les nerfs des guerres médiatiques à visé publique et toute information a potentiellement de la valeur, tout dépend de qui la détient et de comment l'on veut ou peut l'utiliser, les terroristes le savent et aiment voir leurs actions passées en boucle dans les médias. Comme l'estime Féron (2003), « sans ce recours à l'opinion publique, à ses émotions et à ses jugements, les groupes terroristes perdraient une arme de persuasion importante [...] les médias apparaissent souvent coupables d'entretenir le phénomène terroriste, en lui offrant une tribune sans

laquelle il n'aurait pas de raison d'être » (N. Brigitte, 2005, p 59). Un autre argument met l'accent sur les retombées négatives de la «spectacularisation» médiatique. Les médias et d'autres canaux de communication ont souvent tendance à utiliser les images dramatiques ou le «spectacle de la terreur» pour attirer l'attention du public. Par exemple, Kellner (2004) observe que les images du 11 septembre auraient redéfini les stratégies des terroristes, surtout l'usage qu'ils font des médias. Donc, plus les attaques sont spectaculaires, mieux c'est parce qu'elles seraient largement diffusées.

De manière générale, ces études s'inspirent de la notion de «société *du spectacle*» de Guy Debord, un concept selon lequel chaque aspect humain serait un facteur de représentation et d'accumulation de spectacles. Autrement dit, «*la façon dont les médias de masse traitent les événements et les phénomènes sociaux influence l'interprétation et les attitudes des individus à ce propos*» (Lo Monaco, Déluvée et Rateau, 2016, p. 394). Néanmoins, Kellner (2004, p. 41) nous rappelle que les cellules terroristes ne sont pas les seules à faire usage de «*la terreur*» pour promouvoir un programme politique:

Les administrations américaines ont également recouru au spectacle de la terreur pour promouvoir la puissance militaire américaine et ses fins géopolitiques, comme le montrent la guerre du Golfe de 1990-1991, la guerre d'Afghanistan de l'automne 2001 et la guerre en Irak en 2003. (J. Baud, 2016, p.89)

D'un point de vue politique, on pourrait donc s'attendre à ce que les personnes préoccupées par le terrorisme soient plus susceptibles d'adopter des recommandations de politique étrangère mal informées lorsqu'elles sont encadrées ou présentées de façon menaçante par les médias. Cet équilibre semble difficile à trouver. Comment faire en sorte que le gouvernement diffuse des informations fiables et véridiques sur la sécurité publique (ne pas réduire les risques potentiels d'attaques terroristes pour faire avancer des programmes politiques) et s'assurer, en même temps, que les terroristes n'aient pas de plateforme pour faire avancer leurs causes? Comment

pouvons-nous nous assurer que le gouvernement n'utilise pas les questions de sécurité nationale comme un prétexte pour réprimer les processus démocratiques ou nier les libertés civiles ou individuelles? L'étude montre que le gouvernement kényan se concentre de plus en plus sur le renforcement de sa stratégie de communication face aux défis de la sécurité nationale. Elle confirme l'hypothèse que la manière dont les gouvernements encadrent leurs efforts de lutte contre le terrorisme est devenue, pour l'État, un moyen d'influencer l'opinion publique quant aux menaces terroristes et à la vulnérabilité de l'État et de ses organes de sécurité, Ce n'est qu'en 2008 que les autorités américaines ont retiré le nom de Mandela de leur liste des personnes «terroristes» à surveiller (Le Figaro, 2008). Le terrorisme étant un phénomène mondial qui nécessite une action collective ou coordonnée, il est à craindre que le gouvernement kényan utilise de plus en plus sa position géopolitique dans la lutte contre le terrorisme pour négocier des relations diplomatiques avec des pays occidentaux ayant des intérêts particuliers dans la région, comme les États-Unis et le Royaume-Uni. Certes, la coopération du Kenya dans des missions antiterroristes est devenue un outil de marchandage diplomatique pour les élites politiques locales. Les gouvernements occidentaux semblent tourner le dos à la situation politique qui prévaut dans certains pays africains comme ceux du sahel par exemple en échange d'une coopération contre le terrorisme, ce qui présente un danger pour les gains démocratiques acquis au cours de la dernière décennie. On peut se demander pourquoi la communauté internationale a réagi rapidement face à la situation de la Lybie en 2011, alors qu'elle a été très réticente à intervenir encore en Côte d'Ivoire en 2010, 2020 et en 2017-2018 au Kenya malgré les abus visibles du gouvernement: blocage des médias, usage d'une force excessive contre les manifestants, interdiction des rassemblements de l'opposition. Il est surprenant que les représentants des organes de surveillance des élections internationales aient déclaré les élections de 2017 libres et équitables, malgré les abus de pouvoir visibles du gouvernement kényan déterminé à rester au pouvoir quel que soit le résultat des élections. L'équipe d'observation électorale du Centre

Carter, dirigée par l'ancien secrétaire d'État américain John Kerry, a notamment déclaré les élections de 2017 transparentes. Cela a soulevé d'importantes questions sur l'intégrité et le rôle des équipes internationales de surveillance des élections, puisque la Cour suprême du Kenya a annulé l'élection présidentielle de 2017 en indiquant qu'elles n'étaient ni libres ni équitables. Bref, même s'il est trop tôt pour conclure à la partisanerie des acteurs internationaux de la surveillance électorale, en particulier ceux de l'UE et des États-Unis, il est clair que la valeur géopolitique du Kenya et des beaucoup des pays africains dans les efforts antiterroristes régionaux change progressivement sa politique intérieure et ses relations diplomatiques. La coopération du Kenya contre le terrorisme donne l'avantage aux élites politiques au pouvoir dans les relations internationales. Ainsi, des pays comme les États-Unis et le Royaume-Uni qui ont des intérêts particuliers dans la région se retrouvent acculés au choix de dénoncer les actes d'impunité perpétrés par le gouvernement au risque de perdre sa coopération, ou de rester silencieux sur la détérioration de la politique intérieure afin de s'assurer cette coopération. Les enjeux de la lutte contre le terrorisme en Afrique signifient tout autre chose. Derrière les sombres tableaux du continent que dressent constamment les médias occidentaux se cachent une autre Afrique, comme le souligne le rapport de Védrine et al. (2013, p. 1): c'est l'Afrique de demain, «plus nombreuse, plus puissante, l'Afrique qui construit l'avenir et qui est déjà une réalité pour des centaines de millions d'Africains et de Français qui y vivent et y travaillent» (N. Brigitte, 2005, p 46). Védrine et al, selon les propos de Nacos Brigitte, mettent également en exergue les énormes potentialités du continent:

Une population estimée à près de 2 milliards d'habitants en 2050 avec une classe moyenne estimée à environ 500 millions de personnes;

Une amélioration des conditions de vie des Africains, l'indice de développement humain (IDH) mesurant l'évolution de l'éducation et de la santé ayant progressé de 15,6% entre 2000 et 2010;

Une hausse des sommes expédiées par les migrants entre 1990 et

2012, qui se rapprochent de celles que mobilisent les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), soit 30 milliards de dollars expédiés par les migrants contre 47 milliards fournis par les pays de l'OCDE;

Une baisse des conflits au sud du Sahara.

À ces bonnes perspectives, il convient d'ajouter les énormes ressources dont disposent plusieurs pays du continent, et qui ne manquent pas d'attiser l'appétit des Américains: En 2002, les États-Unis produisaient 7,6 millions de barils [de pétrole] par jour pour une consommation estimée à 19,7 millions de barils par jour. Au regard de ces chiffres, ils devaient importer 60,1% de leurs besoins en brut. C'est ainsi que importe depuis 2015, 25% de sa consommation pétrolière de l'Afrique noire (Tedom, 2011).

IV. Analyse de la communication terroriste et médiatique de Boko Haram

La communication stratégique de Boko Haram porte sur trois domaines principaux qui se combinent et se complètent: les prêches, les vidéos et les médias sociaux. Au sujet des prêches, Mohammed Yusuf et Aboubacar Shekau, deux grands chefs terroristes ont fait circuler des idées en employant un langage radical dans les mosquées et les divers réseaux, sans que s'exprime un contre-discours en parallèle. Yusuf a, par exemple, eu le loisir de dénoncer l'impunité qui règne au Nigeria, mais aussi de nombreuses inégalités qui ont fait le lit de la pauvreté. Son style discursif, qui sera repris plus tard par son successeur Shekau, s'inscrit dans une logique terroriste bien connue qui consiste à préparer les mentalités avec une rhétorique de victimisation (Varvin, 2003). Cet endoctrinement versé à dose homéopathique finit par aboutir au désengagement moral, un processus psychologique par lequel on en vient à se convaincre que les normes éthiques et morales (comme ne pas tuer) ne s'appliquent pas à soi (Bandura, 2017). Cela passe aussi par un processus de déshumanisation de l'autre et la glorification du martyr que l'on retrouve dans les prêches des combattants de Boko Haram. L'enlèvement de plus de 200 jeunes filles lycéennes de Chibok le

14 Avril 2014 a déclenché un mouvement mondial qui avait Twitter comme support sous le mot-clic *BringBackOurGirls*. Le paradoxe est que ce mouvement a valu une notoriété accrue à Boko Haram. C'est à ce type d'épiphénomène que l'on peut mesurer le poids de la communication dans la lutte antiterroriste.

En effet, Boko Haram avait déjà réussi un exploit rare dans le terrorisme que seules les troupes de *l'État islamique* avaient accompli avant lui : prendre possession d'un territoire qui contient des agglomérations. Ces exploits militaires ne lui ont pas valu une notoriété internationale, cependant. Il a fallu que les médias sociaux, outils de communication stratégique par excellence, mobilisent le monde contre le groupe pour que sa notoriété s'accroisse. En fait, Boko Haram a réussi à établir par là son programme médiatique. On peut en mesurer l'influence par la circulation des discours dans les médias et surtout la reprise des thématiques des terroristes. Les articles sélectionnés dans le corpus reprenaient certains mots et expressions des chefs de Boko Haram presque sans filtre avec au moins un des trois principaux éléments d'argumentation : énonciation, dénonciation, démonstration.

Les prises de parole de Shekau sont souvent de longs prêches incohérents qui s'apparentent à une diatribe sans fin, mais celles-ci ont au moins le mérite d'attirer l'attention. Elles rappellent par la même occasion que le chef terroriste n'est pas forcément dans une logique de persuasion: il ne parle ni aux médias occidentaux qu'il ne peut convaincre ni aux populations qui sont blasées de ses atrocités. Il parle au groupe d'illuminés qui l'accompagnent, ceux qui seraient tentés de quitter le groupe parce qu'ils le percevraient comme trop mou. Boko Haram a procédé à des réajustements essentiels pour la transmission de son message, comme dans la conception des supports qui servent de canaux (par exemple, des DVD) ou le calibrage du message au public cible avec l'adoption des langues locales comme le haoussa ou le kanouri pour faciliter leur compréhension. D'ailleurs, Aboubacar Shekau fait souvent l'objet de railleries pour son anglais approximatif ce qui est pourtant conforme à l'idéologie affichée, selon laquelle l'éducation occidentale est un péché. En fait,

contrairement à ce qu'on entend souvent, le discours en anglais de Boko Haram ne s'adresse pas vraiment aux Occidentaux, mais bien à la fois à sa base de fidèles et aux contemplateurs. En se montrant hésitants dans cette langue, les dirigeants du groupe jouent la carte de l'authenticité, mais surfent aussi sur la vague anti-occidentale qui voit la corruption comme le fruit de la colonisation (Falola, 1998; Osaghae, 1998). On est ici dans une pratique de communication qui fait tout à la fois l'énonciation, la dénonciation et la démonstration (Patwell, Mitman et Porpora, 2015). Ainsi, Shekau a réussi deux exploits de communication: attirer l'attention des médias occidentaux et restituer en même temps la dignité sur le plan discursif des populations locales.

En effet, ses discours contraignent les journalistes qui couvrent le conflit à apprendre ou à se faire traduire les langues locales (Apard, 2015). Par ailleurs, les terroristes filment souvent eux-mêmes leurs exploits. Certaines vidéos sont tombées entre les mains de la chaîne publique française France2 qui les révèle en pleine attaque. Ces vidéos montrent des enfants en guenilles qui, certes, tirent à l'emporte-pièce, mais semblent déterminés, transportés et transformés par ce courage que confère la combinaison du lavage de cerveau et des substances illicites. Elles confirment surtout la débandade de l'armée nigériane, dépassée, surprise et humiliée, qui abandonne derrière elle du matériel lourd dont Boko Haram fait un important butin de guerre. Ce type d'images ne parle pas seulement aux militants de Boko Haram, mais également aux jeunes qui hésiteraient à se joindre à eux. Les vidéos qu'a produites le groupe, malgré leur piètre qualité, ont été un excellent outil pour ses dirigeants qui en ont fait leur principal canal de diffusion afin de répandre leurs idées et de s'imposer dans l'espace public. Shekau les utilise pour se montrer tout autant comme un chef politique qu'un érudit de l'islam. Avec l'instrumentalisation de la vidéo, on se retrouve dans une logique de monstration (acte d'exposer, de montrer au public) dans laquelle l'image s'incarne dans une trame sociale, dont la collectivité est le reflet, et dans le but de susciter l'émotion (Ebanda Nya B'bedi, 2013). Les médias sociaux sont le dernier

canal important de la communication de Boko Haram. Ils servent au déploiement des trois principaux éléments de la persuasion recensés: l'énonciation, la dénonciation et la démonstration.

L'analyse que fait Mathieu Olivier (2017), de l'hebdomadaire panafricain *Jeune Afrique*, sur l'utilisation des médias sociaux par Boko Haram, sous l'angle de la diffusion des discours médiatiques, est judicieuse. Les médias sociaux révèlent, selon ce journaliste, la transformation professionnelle des stratégies de communication du groupe. Avant 2010, sous l'égide de Muhammad Yusuf, Boko Haram utilisait le journal *le Daily Trust* un peu comme Oussama Ben Laden s'est servi d'*Al Jazeera*. Yusuf réussit aussi à nouer des relations étroites avec les journalistes en décrochant au passage des entrevues, y compris avec la section en langue haoussa de la BBC. Durant la période Abul Qaqa (transition) en 2010-2011, le porte-parole diffuse des informations de manière intempestive avec de nombreuses déclarations à la presse. Il tient des conférences de presse et publie de nombreux communiqués. Toujours selon Mathieu Olivier, la période Shekau qui s'étend de septembre 2012 à mars 2015 est marquée par la prédominance de la vidéo tournée et sous-titrée en plusieurs langues avec diffusion sur YouTube. Durant la période dite de *l'État islamique* qui va de l'allégeance déclarée en mars 2015 jusqu'en août 2016, les communications du groupe sont placées sous la coupe du bureau de *l'État islamique*, et Shekau est progressivement écarté au profit d'Abu Mussab al-Banawi. Ce dernier s'attelle à la production de vidéos de qualité en anglais et en arabe, avec diffusion sur Twitter. La rupture consommée entre Banawi et Shekau plonge le groupe dans une période que le journaliste qualifie de mixte, avec plusieurs voix et surtout une diversité de formats.

Conclusion

La lutte contre le terrorisme tend à s'attacher à l'apparence des choses, alors que la mentalité du terrorisme est plus attachée à leurs détails de fond. Phénomène qui est illustré, partiellement au moins, par la notion de prééminence de l'intention sur le résultat. Ainsi, notre manière de juger le terrorisme à partir de ses effets plus qu'à partir de ses causes nous pousse à porter les mêmes jugements et les mêmes réponses qu'il y a 50 ans environ. Tant que nous n'aurons pas intégré les conséquences de ces changements dans nos stratégies, nous continuerons à générer du terrorisme en voulant l'éradiquer. Pire, nous les confortons en confondant les islamistes en leur donnant l'occasion de montrer aux musulmans modérés mais malgré tout conscients des erreurs et de l'hypocrisie des Occidentaux qu'ils sont ceux qui ont le courage de s'élever contre l'arrogance et l'incohérence de l'Occident. Il ne s'agit pas ici de dégager les terroristes de leurs responsabilités, mais il faut également se poser des questions sur les gouvernements occidentaux qui, par leur action souvent inconsidérée et presque toujours illégale exposent leurs propres concitoyens et les citoyens du monde à des actes de rétorsion ou de l'exploitation du terrorisme à des fins politiques et médiatiques impliquant les masses médias et la presse on line. Les actes terroristes sont certainement condamnables, mais utiliser ces derniers à des fins médiatiques, donnant aux terroristes une existence publique et officielle qui mettent en danger des populations civiles, est une provocation délibérée sans doute tout aussi condamnable. La guerre asymétrique a de multiples définitions, qui se basent pour la plupart sur la différence des méthodes ou des armes utilisées.

Elles constituent le plus souvent un emballage nouveau pour une compréhension très conventionnelle du terrorisme, qui en ignore les ressorts essentiels et empêche la définition de stratégies adéquates pour le combattre. Notre immobilisme stratégique est compensé par une suractivité tactique, coûteuse, dangereuse et stérile, qui a poussé les Djihadistes à développer des stratégies nouvelles pour contourner nos moyens techniques et tactiques, exemplifiées par le concept de « *terrorisme individuel* » ou « *Djihad individuel* ». Le

problème se complique encore lorsque les États occidentaux eux-mêmes ne respectent plus le Droit, le Droit international, ou l'État de Droit, cassant ainsi les référentiels légaux, éthiques et moraux qui sont à la base de la démocratie et justifient un « État de Jungle » où tout est permis.

Nous sommes passés du terrorisme traditionnel (conventionnel) au terrorisme multidimensionnel (ethnique, politique, médiatique, économique...) qui exige un réajustement des méthodes. Il est nécessaire aujourd'hui de penser la dimension de luttes antiterroriste et contre terroriste. C'est pourquoi il est juste de se demander : faut-il négocier ou faire recours à la force ? Doit-on restreindre la communication ou spécialiser les médias dans la communication du terrorisme ?

Bibliographie

AHMED, B., 2012, « Rébellion touarègue : Gao, QG de l'armée et dernier rempart avant les combats au Nord-Mali », *Jeune Afrique*, 27 mars.

APARD, É., 2015, « Les mots de *Boko Haram*. Décryptages de discours de Mohammed Yusuf et d'Abubakar Shekau », *Afrique contemporaine*, n 255, p. 43-74.

APARD, É., 2015b, « *Boko Haram, le jihad en vidéo* », *Politique africaine*, n 138, p. 135-162.

BANDURA, A., 2017, « Mechanisms of Moral Disengagement », dans G. CROMER (dir.), *Insurgent terrorism*, New York, Routledge.

BANGOURA, M. T., 2005, *Violence politique et conflits en Afrique: le cas du Tchad*, Paris, L'Harmattan.

CHOMSKY Naom, *la culture du terrorisme*, Boston, Massachusetts, end Press, 2015, 336p.

FALOLA, T., 1998, « *Corruption in the Nigerian Public Service. 1945-1960* », dans J. M. MBAKU (dir.), *Corruption and the Crisis of Institutional Reforms in Africa*, Lewiston, The Edwin Mellen Press, p. 137-165.

GADARIAN, S. K., 2010, « *The Politics of Threat: How Terrorism News Shapes Foreign Policy Attitudes* », *The Journal of Politics*, vol. 72, n 2, p. 469-483.

Jacques Baud, *La Guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, Rocher, Monaco, 2003, 212p.

KELLNER, D., 2004, « 9/11, Spectacles of Terror, and Media Manipulation », *Critical Discourse Studies*, vol. 1, n 1, p. 41-64.

Le Figaro, 2008, « *Nelson Mandela n'est plus un "terroriste"* », Le Figaro, 2 juillet.

LEMANN Nicholas, *Le nouveau, New York, monde*, Free Press 2001, 223p.

LO MONACO, G, D. DÉLUVÉE alt P. RATEAU, 2016,

Les représentations sociales : théories, méthodes et applications, Bruxelles, De Boeck, 2016, 341p

Mike Allen, « Iran 'Will Be Dealt With,' Bush Says », the Washington Post, 22 Avril 2004

NACOS Brigitte, *Medias et Terrorisme*, Nouveaux horizons, paris, 2005, 245p

PATTWELL, A., T. MITMAN et D. PORPORA, 2015, « *Terrorism as Failed Political Communication* », International Journal of Communication, vol. 9, p. 1120-1139.

Shlomo Ben-Ami, ancien ministre israélien des Affaires étrangères, *Le Figaro*, 19 septembre 2007.

WILKINSON Paul, *les medias et la terreur : une réévaluation du terrorisme et de la violence politique*, été, 1997, 189.